

## Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

**Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

### **Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASILVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Clare HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

### **Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

## **Extension du service commun des relations Presse**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dotée d'un pacte de confiance métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a posé les bases d'une intercommunalité consentie et négociée. Cette nouvelle gouvernance des relations entre la Métropole et ses communes place la coopération au cœur de son projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier souhaitent mutualiser leurs directions des relations presse dans le cadre d'une convention de service commun.

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Engagée depuis plus d'un an avec les deux directions, cette mutualisation s'est construite autour d'échanges continus (au moyen de dialogues constants avec les équipes, de réunions de services communes et d'entretien individuels), par la mise en place d'outils transversaux visant à simplifier la circulation de l'information ainsi que le déploiement d'une stratégie Relations Presse 2.0 mutualisée.

Il est proposé que les modalités d'organisation de cette direction mutualisée soient structurées autour des différents principes (ces éléments ont fait l'objet de présentations détaillées en comité de suivi de la mutualisation du 4 octobre et du 9 novembre 2016) :

- un partage des compétences et savoirs faire entre les attachées de presse et les assistantes.
- la création de binômes entre attachées de presse Ville et Métropole avec un partage des compétences pour le suivi des dossiers.

- la création d'un pôle « veille et analyse medias » sous la responsabilité de la directrice adjointe avec l'implication des 2 assistantes afin de mieux calibrer les messages et étudier les retombées médiatiques.
- une montée en puissance sur les réseaux sociaux et une digitalisation des Relations Presse avec notamment le profil d'une attachée de presse 2.0 en charge de l'articulation et la mise en place de la parole digitale.
- un service mutualisé comme porte d'entrée unique pour les journalistes.

Les modalités de cette mutualisation sont consignées dans une convention, en vertu de laquelle la direction des relations presse est gérée par la Métropole de Montpellier et placée, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Il est convenu que les dépenses mutualisées dans le cadre de chaque convention, qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront remboursées par la Ville de Montpellier à la Métropole selon une clé de répartition des dépenses entre entités à hauteur de 56% pour la Ville et de 44% pour la Métropole.

Les avis des Comités Techniques de la Métropole et de la Ville de Montpellier ont été sollicités sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation, les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis.

**En conséquence il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la création d'un service commun de Direction des Relations Presse en lieu et place du service commun existant ;
- d'autoriser l'autorité territoriale à signer la convention afférente ;
- d'approuver les fiches d'impact afférentes ;
- d'inscrire au budget les dépenses correspondantes.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 16 décembre 2016**